



Habitation
1700 Fribourg
021/ 648 39 00
www.habitation.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 3'423
Parution: 4x/année

N° de thème: 862.057
N° d'abonnement: 862057
Page: 30
Surface: 340'454 mm²

DOSSIER



©VB2016

Vices et vertus de la culture participative

L'écoquartier des Vergers, à Meyrin, sort de terre. Les coopératives genevoises partenaires sont fortement impliquées dans les processus participatifs mis en place par la mairie. On y débat notamment d'arcades commerciales et de vie sociale. Instantanés.

La démarche est désormais fréquente. Avant d'élaborer leurs projets d'urbanisme, les autorités invitent les citoyens à s'exprimer. La Ville de Meyrin procède ainsi depuis une dizaine d'années. «Nous avons la volonté d'impliquer les personnes, de susciter une citoyenneté active», dit Melissa Rebetez, responsable du service Développement social et emploi, en charge de ces dispositifs. Une forte dose de participation a été intégrée au projet de l'écoquartier des Vergers où 3000 personnes seront logées dès 2018. Sept coopératives sont concernées.

En 2013, une présentation de plan de quartier avait provoqué de vives réactions, notamment au sein des coopératives. Selon plusieurs témoignages, ce plan validait qu'un secteur de l'écoquartier serait économiquement

moins attractif. Des démarches participatives ont alors été lancées avec les futurs bâtisseurs. Le Groupe des maîtres de l'ouvrage (GMO) discute des aménagements extérieurs. Un autre processus porte sur l'attribution des surfaces commerciales et des ateliers d'artistes et d'artisans. La nécessité d'une coordination entre maîtres d'ouvrage sur l'attribution des arcades répond à un objectif commun: faire vivre l'ensemble du quartier grâce à une offre variée et adaptée.

Meyrin avait lancé un appel à prestataires. Qui était intéressé à ouvrir une boutique, un café, un commerce, un service? Devant le grand nombre de réponses, l'incubateur Essaim, issu de la Chambre d'économie sociale et solidaire (Après-Ge) a été mandaté pour accompagner la



Habitation
1700 Fribourg
021/ 648 39 00
www.habitation.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 3'423
Parution: 4x/année

N° de thème: 862.057
N° d'abonnement: 862057
Page: 30
Surface: 340'454 mm²

sélection. «Nous avons des outils d'évaluation. Au delà de la viabilité économique, nous pouvons intégrer les valeurs de l'écoquartier. Par exemple l'impact sur la vie sociale du quartier.» expose Fanny Bernard, de l'Essaim.

Dispositif non contraignant

Les maîtres d'ouvrage – privés, coopératives et fondation – manifestent des attentes diverses. Certains souhaitent de l'animation devant leurs immeuble, d'autres préfèrent le calme. L'incubateur Essaim doit aussi composer avec des cultures d'entreprises différentes. Certains fonctionnent selon des modes participatifs. Pour d'autres entités, la rentabilité de la surface commerciale et son impact sur le plan financier priment.

Dans les faits, les ateliers organisés sont plutôt suivis par les coopératives, alors que les promoteurs privés ne se déplacent guère. Et comme la démarche n'engage formellement personne, un maître d'ouvrage – une coopérative! – a déjà cédé ses surfaces commerciales à une clinique. D'autres peuvent, à tout moment, en faire autant. Melissa Rebetez réagit. «Dans toute démarche participative, il est important de fixer dès le début les règles du jeu. La démarche peut revêtir un caractère consultatif, ou de concertation. Dans certains cas, la Ville décide seule, ou elle précise des conditions. Dans le cas des rez-de-chaussée des Vergers, c'est le contraire: la commune a cédé ses droits à bâtir, donc chaque maître d'ouvrage est libre de ses choix. Nous ne pouvons user que de notre droit de convaincre» explique-t-elle.

L'Essaim et la commune s'y attachent avec énergie. «Les privés se déplacent lorsqu'un point à l'ordre du jour les concerne plus particulièrement. Et ils reçoivent des procès-verbaux détaillés», insiste Melissa Rebetez. Cette méthode volontariste paie. L'idée d'une péréquation avait été lancée, pour palier les déséquilibres entre les loyers pouvant être assumés par un médecin et un artisan. Lancée sans doute trop tard, cette solution n'a finalement pas été acceptée. Mais un consensus a été trouvé avec la création d'un pot commun. «Selon les prévisions, il devrait permettre de subventionner environ un quart des activités», estime Melissa Rebetez.

Privilégier les initiatives «durables»

Dès son entrée en jeu, en 2014, l'incubateur Essaim a

fait accepter une charte d'inspiration «durable». Il a également déterminé des secteurs d'activité: petits commerçants, artistes et artisans, formation, sensibilisation, recyclage et réparations de biens. Il y avait au départ une centaine de projets. Ils sont maintenant une cinquantaine. «Mais des propositions continuent de nous parvenir!» dit Fanny Bernard.

L'Essaim doit aussi favoriser l'émergence d'activités sans candidatures: par exemple un espace de coworking ou un atelier de réparation. A l'issue du processus, des dizaines de «qualifiés» ont pu se présenter, l'automne dernier, devant les maîtres d'ouvrage. Les contacts se développent et les avancées se lisent en couleurs vives sur les plans – implantations possibles, probables... «Nous avons gagné en crédibilité», constate Fanny Bernard. Fin 2015, sur les 10 000 m² d'arcades du quartier, les 9/10 étaient encore intégrées au projet. A terme, une quarantaine d'espaces seront attribués.

Les projets dans le projet

Les initiatives génèrent des situations que personne n'avait envisagé. C'est le cas pour le supermarché participatif paysan (SPP, lire ci-contre) qui pourrait occuper l'espace de 600 m² dont les géants de la distribution ne veulent pas. Si elle aboutit, la grande épicerie susceptible de nourrir ce quartier de 3000 personnes sera un projet social et solidaire pur jus.

La coopérative Les Ailes doit accueillir le SPP dans immeuble. Elle découvre avec intérêt l'univers participatif. Et elle se montre satisfaite du travail de l'incubateur Essaim, qui lui a permis de rencontrer la candidate à laquelle elle souhaite confier l'espace dévolu à un restaurant proposant des produits frais et régionaux. Les Ailes apprécie aussi le SPP, mais elles le considèrent comme plus aventureux que, par exemple, une Migros! «La Ville de Meyrin a lancé les projets participatifs, il faut qu'elle prenne une part de responsabilité. Nous souhaitons qu'elle garantisse la première année de loyer», explique Christian Müller, responsable de la coopérative. Melissa Rebetez confirme: «Nous avons reçu cette demande. En réaction, nous avons demandé au groupe SPP de consolider ses hypothèses de viabilité économique. Dès qu'elle sera considérée comme solide, la proposition de garantie pourrait être transmise au Conseil administratif, puis au Conseil municipal (législatif), qui pourrait se prononcer.»



Habitation
1700 Fribourg
021/ 648 39 00
www.habitation.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 3'423
Parution: 4x/année

N° de thème: 862.057
N° d'abonnement: 862057
Page: 30
Surface: 340'454 mm²

L'épicerie collaborative qui nourrira Les Vergers

En avril 2014, un forum avait réuni quelques 170 personnes intéressées à contribuer à l'écoquartier des Vergers. Plusieurs initiatives focalisaient sur l'épicerie ou l'agriculture. «Il y avait des propositions de créer une épicerie participative, un poulailler commun...», se rappelle Benoît Molineaux, cofondateur de la coopérative Equilibre. Un groupe se crée, une dizaine de personnes se retrouvent le mois suivant. «Je connaissais les food-coop américaines, qui sont gérées par leurs clients. Certaines sont très grandes. Mais l'idée de trouver une solution alternative à un géant de la distribution paraissait peu réaliste.» Ils décident cependant de l'envisager. Le désintérêt des grandes enseignes pour l'implantation qui leur est proposé contribue à les motiver. Reto Cadotsch, un fondateurs des Jardins de Cocagne, une coopérative maraîchère lancée en 1978, fédère des agriculteurs, et des membres des coopératives Codha, Voisinage et Equilibre commencent à rejoindre le groupe du supermarché participatif paysan (SPP).

«Notre idée est de créer une coopérative gérée par des paysans producteurs, des artisans transformateurs et des usagers consommateurs», explique Benoît Molineaux. «Nous allons nous réapproprier les filières, du champ à l'assiette, en privilégiant les circuits courts. Nous souhaitons développer un label qui tiendrait compte de l'aspect social de la démarche, et de notre identité collaborative et non spéculative.» De tels projets ont des coûts. Conscients de leur importance, les coopératives, les promoteurs immobiliers, et la commune de Meyrin ont décidé d'alimenter un fonds de 120 000 francs par an pendant trois ans pour soutenir l'ensemble de ces initiatives.

Personne ne connaît encore le profil exact du futur SPP. Sa charte laisse cependant peu d'espoir aux amateurs d'OGM, pas plus qu'à ceux qui souhaitent manger des tomates en hiver. «Nous avons des idéaux élevés, mais nous savons aussi que nous ne pouvons pas les imposer. Nous souhaitons nous placer dans un processus de transition», explique Benoît Molineaux. En ce début d'année, le groupe a d'autres chats (de proximité) à chasser. «Nous devons déterminer les besoins, en genre et en nombre, d'une population de 3000 habitants. Nous savons que dans un premier temps, les agriculteurs partenaires ne pourront produire qu'une partie des produits vendus sur place. Il faut donc trouver d'autres filières.» C'est le mandat de la commission filières!

Les débats ont aussi porté sur le profil du futur gérant – plutôt expérimenté, ou plutôt durable?–, et sur le lancement de la coopérative. «Il nous faudra un maximum de membres.» Une des idées fortes consiste à demander aux membres de travailler dans le magasin quelques heures par mois. «Cette aide bénévole contribue au maintien de prix accessibles pour les consommateurs et dignes pour les producteurs». Benoît Molineaux et ses camarades deux ans pour trouver des solutions.

Du côté de la Ville, le plaisir perce sous le poids des responsabilités: «C'est le projet phare de la démarche participative aux Vergers. Si il se concrétise, ce sera une grande fierté», appuie Melissa Rebetz, qui coordonne les processus participatifs à Meyrin.

VB



Habitation
1700 Fribourg
021/ 648 39 00
www.habitation.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 3'423
Parution: 4x/année

N° de thème: 862.057
N° d'abonnement: 862057
Page: 30
Surface: 340'454 mm²

Une auberge et des artistes

Le principe des «poupées gigognes» – un projet participatif en génère d'autres – se vérifie avec Voisinage, qui a choisi de promouvoir une auberge autogérée. Elle comprendra un café genre «bistro», un «restaurant des voisins», une salle de concert et une vingtaine de lits. La cuisine sera assurée, à tour de rôle, par les amateurs du quartier, qui, produiront pour une table de 10 à 12 personnes chacun, leurs meilleurs plats. Confrontée à la difficulté de fixer un loyer raisonnable, Voisinage a décidé de mettre gratuitement à disposition une partie de ses surfaces propres – des m² en principe réservés aux habitants.

Voisinage entend par ailleurs favoriser l'implantation d'artistes et d'artisans dans le quartier pour favoriser le développement multifonctionnel. Dans ses propres rez-de-chaussée ou demis sous-sols engendrés par la pente naturelle du terrain. «Mais, bien que l'étude des coûts marginaux pour la création d'ateliers puisse autoriser des loyers très bas, la logique des «droits à bâtir» de chaque propriétaire, loi d'airain du Plan localisé de quartier, crée

une concurrence artificielle avec les loyers des logements. Pour l'instant aucune distinction n'est faite. Ni selon le coût de construction entre des locaux commerciaux haut et luxueux et des ateliers bruts. Ni selon l'affectation entre un médecin et un cordonnier. C'est une aberration législative qu'il ne sera pas possible de corriger avant des années,» regrette le président de Voisinage, Jean-Pierre Cêtre. Son approche économique et technique l'a mené sur une deuxième piste: des pavillons extérieurs, qui sont désormais étudiés conjointement par le groupe artistes et artisans, et par le GMO en charge des aménagements extérieurs... La Ville n'avait sans doute pas prévu cela non plus.

Fin janvier 2016, le futur de cet initiative est imprévisible. Mais elle illustre la foison d'idées que les processus participatifs peuvent engendrer. D'autres pépites sont sans doute discutées dans les divers ateliers. Il reste deux ans à Meryin et à ses «coproducteurs d'espaces urbains» pour les mener à terme.

Vincent Borcard

«La transparence est primordiale»

Matthias Lecoq termine un doctorat sur le rôle de l'habitant dans la production de la ville. Expert en processus participatif, il a déjà accompli des mandats. Sa société La Fabrique de l'Espace est en phase de lancement

Comment expliquez-vous la multiplication des démarches participatives?

Je vois trois facteurs. D'abord, depuis une quinzaine d'année, l'émergence d'un urbanisme qui s'intéresse davantage à l'espace public considéré comme un lieu de vie. Ensuite, des législations qui recommandent davantage de consultation. Cela ne va pas vite, mais cela avance. A Genève, la consultation et la concertation sont devenues obligatoire depuis le 1^{er} juillet. Enfin, le renouveau de l'implication citoyenne en ville. Les mouvements des places – Istanbul, Barcelone, New York – démontre la volonté des populations. Cette vague est même prise en compte par des groupes immobiliers, qui commencent à intégrer des processus participatifs dans leurs projets.

Les prestataires insistent sur l'importance de fixer, en amont, le cadre du processus participatif.

C'est là que se jouent beaucoup de choses! Le mandaté doit s'assurer de la volonté du mandataire. Inconsciemment, les élus – ou les personnes qui détiennent le

pouvoir – ont parfois peur de lâcher leurs prérogatives, de perdre leur raison d'être. Ils ont tort, car les gens ne veulent





Habitation
1700 Fribourg
021/ 648 39 00
www.habitation.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 3'423
Parution: 4x/année

N° de thème: 862.057
N° d'abonnement: 862057
Page: 30
Surface: 340'454 mm²

pas prendre leur place et décider de tout, ils veulent juste un dialogue plus concret, plus transparent. Un projet participatif fonctionne si la transparence est totale, d'où l'importance de fixer très précisément le cadre.

Aux Vergers, quel avantage un maître d'ouvrage a-t-il à partager son droit de choisir les locataires de ses arcades?

Eleonor Elstrom, prix Nobel d'économie 2001, a apporté des réponses claires à cette question. Théoricienne de l'action collective, elle a travaillé sur la gestion des ressources, surtout naturelles. Elle a démontré que la gestion en commun était plus efficace.

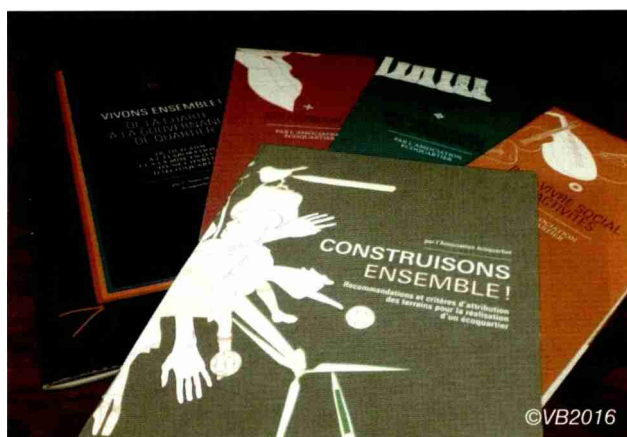
Comment se forme-t-on pour animer un processus participatif? Quelle filière avez-vous suivie?

Lobby participatif

L'association Ecoquartier influe sur Métamorphose depuis près de dix ans. Ses actions sont le résultats de processus participatifs.

L'association Ecoquartier se signale par ses initiatives portant sur le projet Métamorphose qui doit créer, à terme, 12 500 habitants-emplois au nord de Lausanne. L'association, née en 2007, compte 250 membres. «Dont une forte proportion de monsieur et madame tout-le-monde sensibilisés à l'urbanisme», explique son coordinateur, Philippe Solms.

En 2009, Ecoquartier avait édité un dépliant «MétamorphOSONS», qui développait 140 propositions. L'association accordait déjà autant d'importance aux transports et au vivre-ensemble qu'à la construction et à l'énergie. En dix ans, les publications se sont succédées. Ecoquartier bénéficie de subventions, rayonne dans le canton, et a donné naissance à PECHE – Plateforme d'échange des coopératives d'habitants pour les écoquartiers.



Il y a des formations qui commencent à s'y intéresser, et à les prendre en compte. Je pense aux Hautes Ecoles de travail social qui proposent des formations de gestion communautaire. Ou à l'Université de Lausanne qui propose un diplôme d'urbanisme durable et aménagement des territoires. Dans mon cas, j'ai fait un master en sciences politiques à Barcelone. Puis, quand j'ai commencé à travailler mon doctorat sur le rôle de l'habitant dans la production de la ville, j'ai mis en place une cotutelle avec la faculté de géographie de Genève. Mais dans ces domaines, je rencontre davantage de gens qui viennent de l'architecture et de l'urbanisme. En Suisse romande, le laboratoire de sociologie urbaine LASUR de l'epfl travaille aussi dans ces champs-là.

VB

Si Ecoquartier est mentionné dans ce dossier, c'est parce que ses actions sont le fruit de démarches participatives. Philippe Solms évoque *Construisons ensemble*, une brochure imprimée en mai 2012. «Notre comité avait remarqué que Métamorphose risquait de déraiper, car personne ne semblait avoir réfléchi à des critères d'attribution des lots. Un investisseur aurait pu développer un projet avec chauffage à 25 degrés au fuel, et sans même évoquer des éléments sociaux.»

En septembre, les membres furent invités à une soirée où la volonté de se déterminer s'était affirmée. Des groupes de travail de 5 à 10 personnes s'étaient constitués pour traiter de différents thèmes. Les groupes se sont réunis régulièrement les mois suivants. Les résultats ont été présentés au printemps suivant, véhiculant des critères ou des objectifs, comme par exemple la nécessité d'intégrer «des standards élevés en terme de rendement énergétique et de confort, ainsi qu'en terme de construction saine et écologique». Il a aussi été convenu de «fixer une règle de répartition des lots favorisant la variété du type d'investisseurs et la mixité sociale».

«C'est l'assemblée qui décide de la valeur du projet, et qui vote l'opportunité d'en faire une brochure. Dans ce cas, je me rappelle qu'une membre avait été très critique. Elle estimait que le résultat n'était pas à la hauteur», se souvient Philippe Solms. Mais la décision d'imprimer ce travail avait été votée, et des exemplaires envoyés à toutes les communes vaudoises de plus de 3000 habitants. La ville de Lausanne a eu droit à un traitement personnalisé, avec remise de brochures, et speech aux élus et aux responsables de services.



Habitation
1700 Fribourg
021/ 648 39 00
www.habitation.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 3'423
Parution: 4x/année

N° de thème: 862.057
N° d'abonnement: 862057
Page: 30
Surface: 340'454 mm²

Si Philippe Solms a choisi d'évoquer *Construisons Ensemble*, c'est parce que cette publication a été particulièrement suivie! «Il y aura toujours quelqu'un pour dire que l'administration avait déjà travaillé sur des idées proches. Mais j'ai été tout de même très satisfait de voir que bon nombre de nos propositions se sont retrouvées dans le texte de la Ville.»

Cet impact doit beaucoup aux idées. Mais Ecoquartier s'appuie aussi sur des préavis municipaux favorables aux projets durables, et bénéficie d'un climat serein. «Beaucoup de villes suisses portent actuellement un grand projet d'urbanisme qu'elles souhaitent exemplaire. Ceci contribue au fait que des initiatives telles que la nôtre ne

Intégrer toutes les populations

Dans la plupart des cas, les processus participatifs intègrent directement les habitants du quartier. L'association Equiterre parle d'expérience.



Equiterre anime des ateliers participatifs depuis une quinzaine d'années. L'association est habituée à faire le lien entre communes et habitants. Hélène Gaillard, cheffe de projet, revient sur une expérience menée il y a trois ans à Yverdon-les-Bains. «Pour éviter de frustrer les participants, il faut d'abord préciser les règles du jeu avec la commune, afin de pouvoir se présenter

face à la population avec un cadre clair.» Le mandat portait sur la rénovation d'une parcelle d'un grand parc urbain. L'invitation à la population a été lancée via un tout-ménage. Pour encourager les familles à participer, Equiterre aménage en marge de certains de ses ateliers une garderie. A Yverdon-les-Bains, «Une soixantaine de personnes se sont déplacées un samedi



Habitation
1700 Fribourg
021/ 648 39 00
www.habitation.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Magazines spéc. et de loisir
Tirage: 3'423
Parution: 4x/année

N° de thème: 862.057
N° d'abonnement: 862057
Page: 30
Surface: 340'454 mm²

matin. Nous leur avons demandé d'évaluer le site. Les gens ont évoqué les déjections canines, les fruits mûrs non ramassés. Dans un deuxième temps, nous les avons invités à rêver, à se projeter dans leur parc idéal. Puis nous leur avons demandé quels étaient les usages et les aménagements souhaités.» Les collaborateurs d'Equiterre donnent des consignes aux groupes qui s'autogèrent et restituent le fruit de leurs échanges à la fin de chaque étape. Fin de la première partie du projet participatif! «Nous avons vu remonter des envies de fontaine, d'arbres, de pergola, de parc d'herbes aromatiques... Nous avons envoyé à chacun un rapport de synthèse.»

Un paysagiste travaille ensuite à partir du rapport. Son projet est présenté lors d'un deuxième atelier. «On explique pourquoi on a pu prendre en compte certaines envies, pourquoi pas d'autres. On discute, on affine.» Le projet final est validé après la troisième séance.

Le projet d'Yverdon-les-Bains a ceci de particulier que les habitants ont participé à la réalisation. Hélène Gaillard: «Des classes ont étudié la biodiversité, les plantes aromatiques. Les élèves les ont plantées dans les serres de la Ville, puis les ont repotées sur place. Le motif de la mosaïque de fontaine a été choisi via un concours de dessin. Des personnes âgées et des enfants ont brisé ensemble les céramiques qui ont servi à la mosaïque. Des adolescents sont venus aider à la plantation des arbres.» Tout cela en collaboration avec les écoles, les centres de loisirs, les travailleurs sociaux et les associations.

La demande pour ce genre d'actions s'accélère. «Nous recevons beaucoup de mandats pour des projet d'aménagement du territoire, dit Hélène Gaillard. Le refus par la population de plusieurs projets urbains emblématiques marque les

esprits. Chacun sait que les oppositions à un projet peuvent coûter très cher. Un projet participatif n'est pas une garantie contre les oppositions, mais c'est un outil.»

Ecole de citoyenneté

Mathias Lecoq apprécie le modus operandi d'Equiterre. Ce doctorant (lire ci-contre) suit ces démarches à l'échelle européenne et davantage. Et il a déjà participé à des mandats: «Je pense qu'il est important de faire un peu de formation. Pour un projet d'aménagement de place à Annemasse, nous avons fait visiter un site modèle à Saint-Etienne. Il faut nourrir les envies des participants.»

Ce projet, mené de février à octobre 2014, avait été mené dans une artère «abandonnée par la vie sociale». Il avait commencé par installer un grand panneau blanc, avec des feutres, sur une place. «Nous avions obtenus 200 réactions, pour seulement 2 incivilités». Les habitants avaient ensuite été invité à discuter des remarques et des propositions ainsi récoltées. «Au début, il n'est question que de nuisance. Il est important d'aller au-delà. C'est la métavision qui permet d'avancer.» Pour lui, un projet s'apparente à un voyage dont on ne connaît pas forcément la destination. Il faut apprendre à voyager ensemble, le reste suit. Dans le cas d'Annemasse, il devient presque secondaire que le projet municipal n'a pas abouti. Le processus a permis de créer des mini bibliothèques de quartiers que les habitants se sont progressivement appropriées. Pour Matthias Lecoq, il est plus important de voir que quelques participants ont pris par la suite des engagements politiques. Un projet participatif serait donc une école de citoyenneté. «Le projet urbain est la métaphore du champ politique!» **VB**